

L'économiste du Togo

Le Journal des décideurs

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC -N°0325 du Lundi 05 Juillet 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

E-commerce • (Page 08)

Jeff Bezos quitte la direction d'Amazon

C'est officiel, Jeff Bezos, l'homme le plus riche au monde, quitte lundi la direction d'Amazon après avoir bâti, à partir d'une modeste ...

États-Unis

Une cyberattaque géante menace des milliers d'entreprises

Des hackers ont mené une attaque contre la société américaine Kaseya vendredi, d'une ampleur probablement «sans ...» • (Page 08)



Sénégal / projet de construction de 100 000 logements • (Page 03)

La CRRH-UEMOA présente ses facilités aux SFD



• Christian AGOSSA, Directeur général de la CRRH-UEMOA

Forum CIAN 2021 à Paris • (Page 04)

Le Togo vante ses potentialités aux investisseurs

Investissement

Une ferme piscicole à Aného, en partenariat public privé

Le projet piscicole est couplé à un programme d'accompagnement de plus de 550 femmes et jeunes femmes ... • (Page 02)

Anti Covid-19

Le Togo démarre l'administration du vaccin Pfizer

Le Gouvernement togolais décide de la poursuite de la vaccination contre la COVID-19 dans le Grand Lomé à partir ... • (Page 04)

Afrique

Les déterminants pour une création d'emplois accélérée

La Commission économique pour l'Afrique et NKC African Economics (une société d'Oxford Economics) ... • (Page 06)

J.O de Tokyo

5 athlètes représenteront le Togo

Dans un communiqué datant du 1er juillet 2021, le Comité National Olympique (CNOT), annonce ... • (Page 11)

SETIF - TOGO Sarl - U
Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export
Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP
(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO
togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Investissement

Une ferme piscicole à Aného, en partenariat public privé

Le projet piscicole est couplé à un programme d'accompagnement de plus de 550 femmes et jeunes femmes en activités génératrices de revenus.

Le Centre Urbain de Business et d'Entrepreneuriat (CUBE), basé à Lomé, va développer, dans le cadre d'un PPP avec la commune d'Aného, le projet dénommé "Simélan", une ferme piscicole, dans cette ville côtière située à une cinquantaine de kilomètres de Lomé. Ce partenariat entre CUBE et Aného vise plus généralement à accompagner les entrepreneurs locaux, notamment les femmes et les jeunes, afin de faire de l'ancienne capitale du Togo, un centre d'innovation et lui impulser une nouvelle dynamique de création d'entreprises et d'emplois. Pour l'incubateur, cette entente «



est une opportunité unique de collaborer avec un acteur institutionnel pour mettre à la disposition de la ville ses compétences et être appuyé officiellement en ce sens par les autorités de la commune Lacs 1 », avait confié Urbain Amoussou, fondateur et directeur exécutif de CUBE, à l'occasion de la signature

de la convention de partenariat, en février dernier. « Il y a énormément d'opportunités encore inexploitées dans les Lacs et nous espérons être l'un des acteurs essentiels dans la valorisation des ressources, tant humaines qu'environnementales, de la ville historique d'Aného ».

Avec Agence Ecofin

Anti Covid-19

La Banque mondiale annonce 4 milliards \$ pour 51 pays

Selon l'OMS Afrique, depuis le 3 mai, le continent est entré dans sa troisième vague de la pandémie Covid19. Avec près de 5,3 millions de cas et 139 000 décès, l'Afrique reste le continent le moins touché. Mais cette nouvelle vague inquiète car elle se propage plus vite que les précédentes.

Au total, ce sont plus de 4 milliards de dollars qui seront mis à la disposition de 51 pays en développement pour l'achat et le déploiement de vaccins Covid-19 dont plus de la moitié en Afrique. Cette action de la Banque mondiale s'inscrit dans le cadre de son engagement à aider les pays à revenu faible et intermédiaire à acquérir et distribuer des vaccins et à renforcer leurs systèmes de santé. « Des défis importants subsistent en ce qui concerne le déploiement du vaccin et l'hésitation [à se faire vacciner, ndr]. Nous prenons des mesures sur tous les fronts pour relever ces défis, en travaillant en solidarité avec les partenaires internationaux et régionaux pour acheminer les doses au plus grand nombre de personnes possible et pour améliorer la surveillance, la préparation et la réponse aux



maladies. » a précisé Axel van Trotsenburg, directeur général des opérations de la Banque mondiale. Les 26 pays africains concernés sont le Bénin, le Cap-Vert, les Comores, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan du Sud, le Soudan, le Togo, la Tunisie et la Zambie. Ce

financement sera utilisé par ces États bénéficiaires pour acquérir des doses par l'intermédiaire de COVAX, de l'Africa Vaccine Acquisition Task Team (AVATT) ou d'autres sources. Notons qu'au total, la Banque mondiale espère aider à vacciner jusqu'à 400 millions d'Africains, sur un continent où les campagnes de vaccinations sont ralenties par les difficultés d'approvisionnement et les appréhensions des populations concernant des risques d'effets négatifs.

Avec Agence Ecofin

AUX DÉCIDEURS...
Multinationales et RSE

Partout dans le monde, on attend de plus en plus des entreprises qu'elles montrent leur engagement envers la responsabilité sociale des entreprises (RSE). C'est particulièrement le cas pour les grandes entreprises multinationales. Leur taille, leur influence et leur répartition géographique rendent cette responsabilité d'autant plus importante.

Mais, en réalité, comment les multinationales répondent-elles à la fois aux normes mondiales et aux diverses attentes locales ?

Ceci est particulièrement saillant dans certains contextes africains. De nombreux gouvernements ont élaboré des réglementations d'autonomisation pour accroître la participation des populations locales à l'économie.

Les principes mondiaux de la RSE mettent l'accent sur les droits de l'homme, la réponse aux besoins des groupes exclus et l'investissement dans le développement communautaire. Les principes qui sous-tendent le Pacte mondial des Nations Unies en sont un exemple. Un autre est le guide de responsabilité sociale publié par l'Organisation internationale de normalisation. On peut donc s'attendre à ce que les multinationales habituées à répondre aux exigences de la RSE soient proactives pour répondre aux attentes d'autonomisation locale dans les pays africains.

Mais ce n'est pas toujours le cas. Certains dirigeants d'entreprise ont souligné les liens entre les politiques d'autonomisation et leurs engagements en matière de RSE. Mais il y a aussi eu de la résistance.

Les entreprises ayant leur siège social en Europe sont plus susceptibles de s'attendre à ce que les gouvernements soient « plus engagés dans l'activité économique et sociale » que, disons, aux États-Unis. Un exemple de ceci est que les gouvernements européens ont été plus enclins à rendre les exigences de performance environnementale obligatoires pour les entreprises. Aux États-Unis, une telle performance a été laissée davantage à la discrétion de la direction. Les origines des entreprises multinationales font une différence dans leurs réponses. Cela signifie que les réponses des entreprises aux politiques d'autonomisation locales ne seront pas uniformes, comme le supposent généralement les décideurs politiques.

Les décideurs politiques doivent reconnaître qu'il n'y a pas d'uniformité dans les approches que les multinationales adoptent en matière de RSE et de politiques d'autonomisation.

Les engagements RSE de certaines entreprises peuvent donner lieu à une approche volontariste des politiques d'empowerment locales et étatiques. Mais des engagements similaires d'autres multinationales auront en fait l'effet inverse. S'ils sont habitués à ce que la RSE soit un concept volontaire, ils peuvent résister aux politiques qui imposent des attentes d'autonomisation.

Cela signifie que les décideurs politiques doivent clarifier les objectifs et les attentes juridiques des politiques d'autonomisation. Cela devrait permettre d'éviter des zones d'ombre néfastes dans la définition des responsabilités des entreprises et de l'État. Ce type de clarté réglementaire ne doit pas empêcher certaines entreprises d'aller volontairement au-delà des attentes stipulées.

LA RSE se développe partout dans le monde mais sous des formes et à des degrés divers. Les normes que porte la RSE permettent de limiter les éventuelles dérives des activités des entreprises multinationales dont certaines ont acquis une puissance équivalente à celle des États.

Les multinationales peuvent faire jouer la concurrence entre États. Cela concerne le choix de ses pays d'implantation ou de ceux de ses filiales et sous-traitants en fonction des coûts de production (salaires mais aussi réglementations sociales et environnementales en place). C'est ce qui explique par exemple que le secteur de la mode délocalise régulièrement ses zones de production dans les pays où les salaires et les réglementations sont les plus faibles. Cela concerne aussi la fiscalité. Des secteurs entiers, à l'image des GAFA (les géants du net : Google, Apple, Facebook et Amazon) peuvent pratiquer une optimisation fiscale agressive notamment au sein de l'Union européenne, en ne payant que très peu d'impôts dans des pays où ces entreprises ont pourtant de réelles activités.

Cela concerne également les pays à faible gouvernance. Dans certains pays, il est difficile de faire appliquer certaines réglementations environnementales ou sociales. Cela est particulièrement problématique pour des secteurs comme le pétrole ou l'extraction minière, générateurs de richesses à partir de l'exploitation de ressources naturelles et dont la production a des impacts extrêmement forts sur l'environnement mais aussi sur les populations locales.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km ²		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

Sénégal / projet de construction de 100 000 logements

La CRRH-UEMOA présente ses facilités aux SFD

Une délégation de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) conduite par son Directeur général, Christian AGOSSA, était à Dakar au Sénégal la semaine dernière pour présenter aux SFD (Systèmes Financiers Décentralisés) ses facilités en matière de refinancements de prêts à l'habitat et de garantie des acquéreurs. Ceci, dans le cadre du projet de construction de 100 000 logements au Sénégal.

• Joël YANCLLO

Un atelier réunissant le ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène Publique du Sénégal, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA), l'Association professionnelle des SFD du Sénégal, le FONGIP, et le Fonds de Soutien de l'Habitat, s'est tenu le mardi, 29 juillet 2021 à l'Hôtel Pullman à Dakar, sous la présidence de Victorie Ndèye, Secrétaire d'Etat représentant le Ministre de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène Publique. Objectif, échanger sur les modalités d'appuis à une participation plus efficace des SFD au projet de construction de 100 000 logements initié par l'Etat du Sénégal. Madame la Secrétaire d'Etat a, en ouverture à cet atelier, invité les participants à des échanges concrets, et pratiques permettant aux SFD d'être parfaitement édifiées sur les facilités offertes par la CRRH-UEMOA et le FONGIP en matière de refinancements



• Christian AGOSSA, Directeur général de la CRRH-UEMOA

de prêts à l'habitat et de garantie des acquéreurs, afin d'accompagner efficacement l'acquisition d'un logement décent par les ménages à revenus modestes et/ou irréguliers. Au cours des travaux, la CRRH-UEMOA a présenté aux participants les facilités qu'elle offre, ses modalités d'interventions, ainsi que les critères d'admissibilité des SFD à ses

refinancements, en insistant auprès des autorités sénégalaises sur l'importance d'un dispositif rapide, efficace, et peu onéreux, d'immatriculation foncière, de délivrance des titres fonciers, et de prise d'hypothèques pour faciliter le succès du programme des 100.000 logements et son financement par les banques et SFD, avec le soutien de la CRRH-UEMOA. Au

terme de ces échanges fort enrichissants, les participants ont unanimement salué l'initiative et retenu de créer un cadre de poursuite de cette concertation afin de faciliter la participation des SFD au programme des 100.000 logements, pour le meilleur bénéfice des ménages à revenus modestes et/ou irréguliers du Sénégal.

Rencontre avec
l'APBEFS

Au cours de son séjour dakarois, la délégation de la CRRH-UEMOA a tenu, le 28 juin 2021 au Radisson Hôtel à Dakar, une rencontre avec l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Sénégal (APBEFS). La réunion avait pour but de faire connaître davantage la CRRH-UEMOA au bureau de l'APBEFS, les services qu'elle propose et ses modalités d'intervention. Dans son mot introductif, Bocar SY, Président de l'APBEFS a d'abord salué la présence de la CRRH-UEMOA à Dakar et félicité le Directeur Général de la CRRH-UEMOA et son équipe pour les performances réalisées, avant de souhaiter que ces échanges soient l'occasion pour la CRRH-UEMOA de mieux se faire connaître au-delà du cercle de ses seuls actionnaires. Christian AGOSSA, Directeur général de la CRRH-UEMOA a ensuite présenté la CRRH-UEMOA, son objet, ses performances

opérationnelles et financières et sa contribution à la promotion du logement au Sénégal. Cette intervention a été suivie par la présentation des modalités d'intervention de la CRRH-UEMOA, notamment les conditions d'accès aux refinancements de la CRRH-UEMOA, les critères d'éligibilité aux refinancements, les garanties, la tarification, le suivi des portefeuilles refinancés et le mécanisme de remboursement des échéances. Les présentations ont ensuite donné lieu à des échanges riches en leçons pour les participants, qu'il s'agisse du fonctionnement et des interventions de la CRRH-UEMOA ou des difficultés du marché hypothécaire sénégalais et les solutions à explorer pour renforcer sa participation à la mise en œuvre du programme des 100.000 logements du gouvernement sénégalais. Les parties se sont félicitées de la qualité de ces échanges et ont convenus de poursuivre la concertation engagée ce jour.



Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	Populationdata
Superficie : 56 600 km ²	Banque mondiale
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Populationdata
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Forum CIAN 2021 à Paris

Le Togo vante ses potentialités aux investisseurs

Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a pris part le 1er juillet 2021, aux travaux du forum CIAN qui se déroule à Paris en France, en présence de personnalités du monde politique et économique.

● Eyram AKAKPO

Paris, la Cheffe du gouvernement a exposé les opportunités d'investissements au Togo, l'expérience unique du pays en matière de réformes et les récentes performances dans le cadre des Investissements directs étrangers (IDE). Le Togo a entrepris ces dernières années des réformes pour l'amélioration continue du climat des affaires. Et malgré la crise sanitaire et ses impacts, l'économie a su faire preuve de résilience avec une croissance positive. « Sur les dix dernières années le Togo a eu une croissance constante de 5.5% de manière soutenue. Concrètement, de 2010 à 2019 les Investissements directs étrangers sont passés de 291 millions d'euros à 536 millions d'euros. Ce qui fait une augmentation de 85% selon les analyses de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement). En 2020, nous avons réussi à avoir une croissance de 1,8%. Le nombre d'entreprises créées a également augmenté de 20% par rapport à l'année précédente », a indiqué Victoire Tomégah-Dogbé. A ces facteurs économiques, s'ajoute le climat de paix et de stabilité qui fait du pays l'une des plateformes financières et logistiques les plus sécurisées de la sous-région ouest africaine. « Aujourd'hui dans le cadre de la digitalisation, nous avons mis à la disposition du secteur privé un Data Center qui permet de renforcer notre souveraineté numérique. En un mois notre pays a réussi à ajouter sur notre réseau électrique 110 MW dont 50 MW offerts par la plus grande centrale solaire de l'Afrique de l'Ouest», a-t-elle ajouté. Victoire Tomégah-Dogbé a par ailleurs salué à cette tribune le leadership du Chef de l'Etat qui a permis au pays de gagner la confiance des investisseurs avec les récentes réalisations notam-



● Le Premier ministre du Togo, Victoire Tomégah-Dogbé

ment la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) et les centrales thermique Kékéli et photovoltaïque de Blitta. Aussi a-t-elle rappelé la gestion efficace de la pandémie avec plusieurs mesures de riposte, d'accompagnement des couches sociales et des entreprises. Elle a rappelé l'ambition du Togo de transformer structurellement l'économie et de créer l'emploi, conformément à la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Le Premier ministre a ainsi invité les opérateurs économiques français à investir davantage au Togo pour un partenariat gagnant-gagnant. Les interventions des membres de la délégation togolaise au cours de ce forum ont bénéficié d'une attention particulière des participants qui ont pu apprécier la pertinence de la vision économique de notre pays. Par ailleurs, le Togo a présenté les différentes opportunités d'investissement lors d'un atelier dont le thème était la transformation agro-industrielle au Togo. Le Premier Ministre a ouvert l'atelier en invitant les investisseurs à poser toutes les questions. Le secteur privé a été invité à faire sa part belle des opportunités d'investissements à travers les différents projets phares de la feuille de route gouvernementale qui indubitablement constituent les piliers du développement économique du

Togo. « Nous sommes en train de mettre en place des briques et les différentes pièces du puzzle qui vont demain porter la croissance du Togo », a rappelé le ministre Conseiller Shegun ADJADI BAKARI. Les efforts du Togo en matière de transformation agro-industrielle ont été mis en lumière notamment à travers la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) inaugurée le 06 Juin dernier. En effet elle a été financée par l'Etat togolais et Arise Integrated Industrial Platforms, pour un coût s'élevant à 200 Millions €. La plateforme sera constituée des espaces industriel, commercial, verts et ouverts, des entrepôts et de logistique, d'un parking pour 800 camions, des routes, des parcs à conteneurs et des logements pour travailleurs. Le Togo est en métamorphose et se donne les moyens de créer les conditions opportunes pour les investisseurs notamment dans le domaine des énergies renouvelables. La délégation togolaise a ainsi fait un état des avantages économiques ainsi que des mesures d'accompagnement que le pays offre aux investisseurs car Togo is the new place to go.

Anti Covid-19

Le Togo démarre l'administration du vaccin Pfizer

Le Gouvernement togolais décide de la poursuite de la vaccination contre la COVID-19 dans le Grand Lomé à partir du 07 Juillet 2021 avec le vaccin PFIZER. Plus de détails dans le communiqué.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Communiqué du Gouvernement

Administration de la 1^{ère} dose de vaccination avec Pfizer dans le Grand Lomé

Le Gouvernement togolais a lancé officiellement le 10 Mars 2021 la campagne de vaccination contre la COVID-19. Cette campagne a d'abord reposé sur l'administration du vaccin AstraZeneca dans toutes les régions du Togo, puis sur le Sinovac administré dans les universités publiques du Togo.

Afin d'accélérer le processus devant permettre l'acquisition d'une immunité collective, le Gouvernement décide de la poursuite de la vaccination avec l'administration de la première dose du vaccin Pfizer dans le Grand Lomé, à compter du 07 juillet 2021, selon le chronogramme suivant :

- 1/ du 07 au 14 juillet 2021 pour les personnes âgées de 50 ans et plus ;
- 2/du 15 au 22 juillet 2021, élargissement de la cible aux personnes âgées de 20 ans et plus.

Le Gouvernement invite toutes les personnes concernées dans le Grand Lomé à se rendre dans le centre de santé le plus proche pour recevoir leurs premières doses de vaccin Pfizer.

Les personnes concernées doivent se munir de leur pièce d'identité et du numéro de confirmation obtenu lors de l'inscription en ligne.

Toute personne désireuse de se faire vacciner doit se faire enrôler en composant le *844# ou en se rendant sur le site <http://vaccin.covid19.gouv.tg> pour se faire enregistrer.

Le Gouvernement compte sur la mobilisation de tous pour la réussite de cette phase de vaccination dans le Grand Lomé destinée à accélérer le processus vers l'atteinte de l'immunité collective.

Fait à Lomé, le 03 juillet 2021
Le Gouvernement

Kpital Race

20 startup en lice pour une levée de fonds

La vingtaine de startups sélectionnées pour participer au programme d'accompagnement à la levée de fonds Kpital Race est désormais connue. Dégagée sur près d'une centaine de candidatures, la short-list a été publiée ce 1er juillet par l'incubateur CUBE.

En plus de Millenium Microfinance et de la Cofina, plus d'une dizaine de business angels ont contribué à la sélection et tenu compte, pour ce faire, de la pertinence des projets, des besoins auxquels ils répondent et du potentiel de rentabilité. La cohorte est composée de neuf projets dans l'agro-business et agritech, trois dans la greentech, deux dans les TIC, trois dans l'artisanat, deux dans le secteur de l'éducation

et un dernier dans l'entretien et le nettoyage. Ces startups vont ainsi entamer une nouvelle phase de 6 semaines devant les préparer à présenter leurs projets devant un panel d'investisseurs afin d'obtenir des financements. "C'est un processus qui vient de démarrer. Ces projets vont maintenant entamer la partie la plus essentielle qui est la préparation à la levée de fonds qui va commencer par la formulation et le test d'un

modèle économique et des études de marchés pour les projets à l'étape d'idée et de prototypage, et une diligence complète pour les projets en croissance. C'est seulement à la fin de ce processus que les meilleurs auront leur dossier présenté aux partenaires financiers pour le déblocage des fonds", peut-on lire sur le site de l'incubateur.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



AVIS DE RECRUTEMENT

Aide et Action International Afrique (AEAIA), une ONG internationale de développement par l'éducation basée au Togo recherche dans le cadre de la mise en œuvre des activités des **Projets ACTE AFRIQUE** et **Ecole Amie des Enfants, Amie des Filles (EAEAF)** co-financés respectivement par AEAIA-AFD et AEAIA-UNICEF, recherche des candidatures aux postes suivants :

1-Projet ACTE AFRIQUE

- Chef Projet Transversal : 01
- Comptable Projet Transversal : 01
- Assistant Technique : 01

2-Projet EAEAF

- Chef Projet : 01
- Comptable Projet : 01
- Secrétaire-Caissière : 01
- Chauffeur Logisticien : 01
- Assistant Technique : 04

Type de contrat : Contrat à durée déterminée

Lieu de travail : Lomé pour PACT AFRIQUE et Dapaong pour EAEAF

A-INFORMATIONS SPECIFIQUES AUX POSTES

I- CHEF PROJET TRANSVERSAL

PROFIL

- Diplôme de niveau Bac + 4 ou 5 avec spécialisation en Gestion des Projets/sciences humaines et sociales ou équivalent
- Minimum 5 ans d'expérience avérée de terrain dans la réalisation des Projets et/ou programmes de développement
- Connaissance approfondie des domaines de l'éducation, du développement et de la solidarité
- Bonnes capacités d'adaptation et de communication
- Maîtrise de l'outil informatique et logiciels courants en gestion des Projets
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Expérience en management d'équipe
- Capacités d'analyse, de synthèse et de présentation
- Sens de l'organisation
- Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel
- Sens des priorités et des délais.
- Maîtrise du Français et de l'Anglais

PRINCIPALES ACTIVITES

- Mettre en place et piloter le dispositif de planification, de programmation et de suivi de la mise en œuvre du projet visant la bonne réalisation des objectifs définis en lien avec le document validé de projet
- Participer à la mobilisation des ressources financières conformément aux respects des engagements contenus et signés dans la convention de financement du projet.
- Garantir la fiabilité des informations administratives et financières pour assurer la régularité et la qualité des reporting techniques et financiers
- Assurer la réalisation de la stratégie de solidarité et d'échanges internationaux et la mise en œuvre des activités de parrainage
- Participer à la mobilisation des ressources en contribuant aux activités de montage des projets et de collecte de fonds institutionnels et privés sud dans le pays d'intervention du projet ainsi que du territoire concerné
- Participer à la mise en œuvre de la politique de Gestion des Ressources Humaines de l'Association notamment la gestion administrative du personnel, l'élaboration de la convention d'objectifs et conduite des évaluations du personnel du projet ainsi que la mise en place d'un climat social serein au sein de l'équipe de projets
- Superviser la bonne gestion administrative, budgétaire et financière en lien avec les engagements pris avec les partenaires du projet
- Participer au développement de l'image, de la notoriété et de la vie associative de l'Association dans le pays et dans le territoire
- Contribuer aux dossiers transversaux de l'association dans les limites de ses compétences et attributions
- Contribuer à la définition de stratégies opérationnelles d'intervention et de développement de la mission dans le territoire en conformité avec les orientations de l'association
- Assurer la mise en place et la réalisation d'un plan de communication visant la promotion du projet et sa visibilité dans la zone d'intervention et au niveau de L'Association (réalisation de supports de communication : photos, films, alimentation du wiki/portefolio)
- Assurer la capitalisation des expériences du projet et assurer son partage conformément aux orientations de l'Association et aux engagements pris avec ses parties prenantes
- Assurer la représentation et la gestion partenariale du projet (pouvoirs publics, autorités éducatives, autres acteurs) dans la zone de mise en œuvre ainsi que des thématiques d'intervention.
- Assurer la consolidation des rapports d'exécution dans les différents pays du territoire
- Apporter les appuis aux autres chefs de projets des autres pays du territoire

II- COMPTABLE PROJET TRANSVERSAL

PROFIL

- Diplôme supérieur (au moins Bac + 3) en comptabilité, finance, gestion
- Expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire
- Bonne connaissance des procédures comptables et financières de l'Association
- Notions de base en gestion de projets
- Maîtrise de l'anglais

PRINCIPALES ACTIVITES

- Tenue de la comptabilité du Projet transversal
- Gestion du budget du Projet transversal
- Gestion de la trésorerie du Projet transversal
- Gestion administrative du personnel du projet transversal
- Supervision de la logistique du projet transversal

III- ASSISTANT TECHNIQUE PROJET

PROFIL

- Diplôme de niveau Bac + 3 au minimum avec spécialisation en Gestion de projets/sciences humaines et sociales ou équivalent et/ou dans un domaine spécialisé requis par le projet
- Minimum 5 ans d'expérience avérée de terrain dans la réalisation de projets et/ou programmes de développement
- Connaissance approfondie des domaines de l'éducation, développement communautaire, du développement et de la solidarité
- Bonnes capacités d'adaptation et de communication
- Minimum de connaissances en anglais
- Maîtrise de l'outil informatique et logiciels courants en gestion de projets
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Capacités d'analyse, de synthèse et de présentation
- Sens de l'organisation
- Sens des priorités et des délais.

PRINCIPALES ACTIVITES

- Assurer la gestion technique projet dans sa zone ou sur le volet spécifique
- Gérer efficacement les ressources financières et matérielles
- Participer à l'instauration d'un bon climat de travail au sein de l'équipe
- Renforcer la notoriété de l'Association
- Assurer l'information régulière sur le projet
- Assurer le pilotage des activités d'échange solidaire

- Participer à la vie de l'association

IV- CHEF PROJET

PROFIL

- Diplôme de niveau Bac + 4 ou 5 avec spécialisation en Gestion de projets/sciences humaines et sociales ou équivalent
- Minimum 5 ans d'expérience avérée de terrain dans la réalisation de projets et/ou programmes de développement
- Connaissance approfondie des domaines de l'éducation, du développement et de la solidarité
- Bonnes capacités d'adaptation et de communication
- Maîtrise de l'outil informatique et logiciels courants en gestion de projets
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Expérience en management d'équipe
- Capacités d'analyse, de synthèse et de présentation
- Sens de l'organisation
- Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel
- Sens des priorités et des délais.
- Maîtrise du Français et de l'Anglais

PRINCIPALES ACTIVITES

- Mettre en place et piloter le dispositif de planification, de programmation et de suivi de la mise en œuvre du projet visant la bonne réalisation des objectifs définis en lien avec le document validé de projet
- Participer à la mobilisation des ressources financières conformément aux engagements contenus dans la convention de financement du projet
- Garantir la fiabilité des informations administratives et financières pour assurer la régularité et la qualité des reporting techniques et financiers
- Assurer la réalisation de la stratégie de solidarité et d'échanges internationaux et la mise en œuvre des activités de parrainage
- Participer à la mobilisation des ressources en contribuant aux activités de montage des projets et de collecte de fonds institutionnels et privés sud dans le pays d'intervention du projet ainsi que du territoire concerné
- Participer à la mise en œuvre de la politique de Gestion des Ressources Humaines de l'Association notamment la gestion administrative du personnel, l'élaboration de la convention d'objectifs et conduite des évaluations du personnel du projet ainsi que la mise en place d'un climat social serein au sein de l'équipe de projets
- Superviser la bonne gestion administrative, budgétaire et financière en lien avec les engagements pris avec les partenaires du projet
- Participer au développement de l'image, de la notoriété et de la vie associative d'Aide et Action dans le pays et dans le territoire

V- COMPTABLE PROJET

PROFIL

- Diplôme supérieur (au moins Bac + 2) en comptabilité, finance, gestion
- Expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire
- Bonne connaissance des procédures comptables et financières d'Aide et Action
- Notions de base en gestion de projets
- Maîtrise de l'anglais

PRINCIPALES ACTIVITES

- Tenue de la comptabilité du Projet
- Gestion du budget du Projet
- Gestion de la trésorerie du Projet
- Gestion administrative du personnel du projet
- Supervision de la logistique du projet
- Préparation et gestion des missions d'audits.

VI- POSTES SECRETAIRE CAISSIERE

PROFIL

- Diplôme de gestion de secrétariat BAC +2 ou équivalent
- Minimum 2 ans d'expérience dans le domaine de gestion de secrétariat et de la tenue de la caisse
- Maîtrise de l'outil informatique et des logiciels courants (MS Office, Internet, ...)
- Maîtrise de la langue de travail du pays
- Bonnes connaissances dans la seconde langue étrangère (anglais pour les pays francophones et français pour les pays anglophones).
- Sens de l'organisation
- Sens des priorités et des délais.

PRINCIPALES ACTIVITES

- Assurer le secrétariat de la coordination du projet
- Assurer l'accueil et le standard téléphonique du Projet
- Assurer les paiements dans le cadre du projet
- Assurer la gestion de la Caisse du projet
- Assurer la remise des chèques aux fournisseurs du projet (à l'exception des chèques relatifs aux services publics de l'état)

VII- CHAUFFEUR LOGISTICIEN PROJET

PROFIL

- Diplôme de niveau BEPC
- Permis de conduire
- Savoir lire et écrire le français et toute langue de travail courante dans le pays
- 2 ans d'expérience au moins dans un poste similaire. Expérience et/ou bonne connaissance du monde du développement

PRINCIPALES ACTIVITES

- Effectuer le transport des courriers et matériels du Projet
- Assurer l'organisation logistique et matérielle des ateliers et événements organisés par le Projet
- Faciliter les conditions de voyage (ordre de mission, per diem, billets...) et de séjour des personnes en mission (accueil, hébergement, déplacements locaux)
- Conduire le personnel et les visiteurs en déplacement professionnel
- Gérer les approvisionnements et achats en fournitures et matériels sous la supervision du comptable du projet
- Assurer l'entretien et le suivi du parc roulant et informatique du projet
- Assurer une bonne gestion du stock et des immobilisations du projet
- Assurer l'inventaire de l'actif du projet

B-INFORMATIONS COMMUNES AUX POSTES OUVERTS

PIECES A FOURNIR

Les candidates et candidats intéressés sont priés d'envoyer leurs dossiers de candidature composés des documents ci-après :

- Une lettre de motivation ;
- Un CV détaillé ;
- Les Copies des diplômes obtenus ;
- Les Copies des attestations de travail.

DATE ET LIEU DE DEPOT DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature avec **Objet du mail « Recrutement au poste « XXXXXXXXX » sur le Projet « xxxxxx »**, adressé au Coordonnateur du territoire Aide et Action Bénin-Côte d'Ivoire-Togo, Immeuble Grunitzky Akofala, Quartier Afiao Gakli, dans la rue Brigade pour Mineurs 01 B.P. 1385 Lomé 01 Togo Tél. 22 50.74.79 **doit être envoyé par voie électronique** à : togo.recrutement@aide-et-action.org

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 13 Juillet 2021 à 17 heures précises

Seules les candidatures présélectionnées feront l'objet d'une convocation au test d'entretien.

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Afrique

Les déterminants pour une création d'emplois accélérée

La Commission économique pour l'Afrique et NKC African Economics (une société d'Oxford Economics) ont lancé le 30 juin 2021, à Rabat, un rapport conjoint sur les « Meilleures pratiques en matière de création d'emplois : enseignements de l'Afrique ». Ce document prône le développement des compétences, l'éducation et les PPP, déterminants pour une création d'emplois accélérée en Afrique.

● Joël YANCLO

Ce rapport est le premier résultat de la collaboration entre le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord et NKC African economics. À travers ce document, nous partageons des exemples de politiques réussies de création d'emplois dans l'espoir qu'ils constitueront à leur tour des sources d'information et d'enseignements pour d'autres pays de la région », a déclaré Amal Elbeshbishi, Chargée des Affaires Économiques en charge des questions de l'emploi au Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord. Le nouveau rapport révèle que « l'accent mis sur le développement des compétences et l'éducation améliore non seulement l'employabilité, il fournit également aux jeunes les outils nécessaires pour réussir dans leurs efforts d'entrepreneuriat. Pendant ce temps, à l'heure où les pressions fiscales s'intensifient du fait de la pandémie de la Covid-19, il devient de plus en plus

impératif [pour les gouvernements] de s'associer au secteur privé pour mettre en œuvre des initiatives de création d'emplois », a indiqué pour sa part Cobus de Hart, Responsable du Conseil chez NKC African Economics.

Quelques points clés

Autres points clés révélés par le rapport sur les « Meilleures pratiques en matière de création d'emplois : enseignements de l'Afrique » : L'importance d'améliorer l'employabilité des jeunes et la participation des femmes au marché du travail. De telles politiques ont permis aux pays de s'attaquer au cœur de la problématique du chômage, les jeunes constituant une proportion importante des chômeurs en Afrique. L'alignement des objectifs d'emploi du secteur public et des objectifs commerciaux du secteur privé est un facteur déterminant de succès, notamment si l'on parvient à tirer parti des ressources du secteur privé en mettant en place des incitations à la formation ou à mettre en place public-privé



pour la formulation et mise en œuvre d'initiatives pour l'emploi. L'agriculture et l'éducation restent au cœur des initiatives de création d'emploi menées à travers l'Afrique. Le potentiel du secteur agricole reste immense si les activités informelles et artisanales peuvent être améliorées et commercialisées, grâce à des interventions sur l'éducation et le développement des compétences. En plus de générer des emplois, le ciblage du secteur manufacturier, notamment par la génération des compétences nécessaires, peut jouer un rôle déterminant dans la di-

versification des économies et renforcer la capacité des pays à tirer parti de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF).

Facteurs de réussite

Le rapport identifie également un certain nombre de facteurs de réussite tels que le recours à des mesures incitatives en faveur du développement des compétences qui aideront à l'inadéquation entre la demande et l'offre existantes en la matière ; la concentration des efforts de création d'emplois de manière à intégrer des chaînes de valeur dans leur ensemble ; le ciblage des petites entre-

prises, qui jouent un rôle clé dans la création d'emplois et la croissance de la productivité ; la promotion de partenariats entre gouvernements et entreprises privées (partenariats public-privé) ; partenariats, investissements publics, promotion des investissements, accès amélioré au crédit et incitations fiscales. Les conclusions du rapport « Meilleures pratiques en matière de création d'emplois : enseignements de l'Afrique » sont fondées sur l'étude de 34 initiatives pour l'emploi menées dans 15 pays africains : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Came-

roun, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Maroc, Maurice, Nigéria, Rwanda, Tanzanie et Tunisie. L'une des cinq commissions régionales du Conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC), la Commission économique pour l'Afrique soutient le développement économique et social de l'Afrique, favorise l'intégration régionale et promeut la coopération internationale à l'appui du développement régional par la recherche et le soutien technique aux gouvernements. NKC African Economics se spécialise dans la production de prévisions et d'informations pour les principales économies africaines. Ses services incluent une analyse complète des perspectives immédiates et à long terme, au bénéfice des acteurs économiques soucieux de suivre l'évolution des risques et opportunités pour leurs opérations et investissements à travers le continent.

Banque mondiale

Clara Ana de Sousa, directrice des opérations pour les pays du Sahel

La Banque mondiale a annoncé, jeudi 30 juin 2021, la nomination de la Mozambicaine Clara Ana De Sousa au poste de nouvelle directrice des opérations pour les pays du Sahel.

● Nicole ESSO

Clara Ana De Sousa est directrice des opérations de la Banque mondiale pour les pays du Sahel : Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Elle était auparavant responsable de l'administration et de la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) au sein du service Stratégie et opérations. De nationalité mozambicaine, elle est entrée à la Banque mondiale en juin 2005 en tant qu'économiste senior chargée des questions de politique économique pour la Région Amérique latine et Caraïbes, avant de gravir progressivement les échelons de l'institution au sein de la Région Afrique et de la vice-présidence Financement du développement. Elle a notamment été responsable des opérations pour l'Angola et Sao Tomé-et-Principe et économiste senior pour le



Mali. Au titre de ses nouvelles fonctions, elle aura pour priorité de veiller à ce que les programmes financés par la Banque mondiale permettent d'atténuer les conséquences sociales et économiques de la COVID-19, créer des emplois et favoriser une croissance inclusive et

durable au Mali, au Burkina Faso, au Tchad et au Niger. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Mme De Sousa a été directrice exécutive à la Banque du Mozambique, ainsi que directrice d'études et maître de conférences à la Faculté d'économie de l'université Eduardo Mondlane à Maputo (Mozambique).

Covid-19 en Afrique

L'OMS décrit une troisième vague meurtrière

Le nombre de cas de COVID-19 en Afrique augmente à un rythme alarmant, battant tous les records établis par les pics précédents, rapporte l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dans son bulletin du 3 juillet 2021. Parallèlement, poursuit, l'organisation internationale qui avait, l'on se rappelle, prédit le pire pour le continent au tout début de la crise sanitaire, « de nouveaux variants se répandent comme une traînée de poudre et alimentent la troisième vague de la pandémie sur le continent ».



Sur les 6 dernières semaines, l'Organisation onusienne dénombre une hausse de 25% pour un total de 202 000 cas au cours de la semaine se terminant le 27 juin, soit neuf dixièmes du précédent record de 224 000 nouveaux cas notifiés sur le continent. Sur la même période, la mortalité liée à la COVID-19 s'est accru de 15% dans 38 pays africains pour atteindre la barre de 3000 décès, selon des estimations. Le nombre de cas en Afrique double toutes

les trois semaines, pendant que le variant Delta continue de se propager dans un nombre croissant de pays. En tout, 16 pays ont indiqué être confrontés à ce variant, y compris neuf pays qui ont signalé une forte recrudescence des cas. Il s'agit du variant le plus contagieux jamais détecté, qui présenterait un taux de transmissibilité de 30% à 60% supérieur à celui des autres variants. Le variant Delta a été détecté dans trois pays parmi les cinq ayant enregistré le plus

grand nombre de cas lors de la semaine se terminant le 27 juin. Ce variant est très répandu en Afrique du Sud, qui comptait plus de la moitié des cas détectés sur le continent au cours de la même période. Selon les derniers rapports nationaux, le variant Delta a été détecté dans 97% des échantillons séquencés en Ouganda et dans 79% des échantillons séquencés en République démocratique du Congo.

Avec financialafrik.com

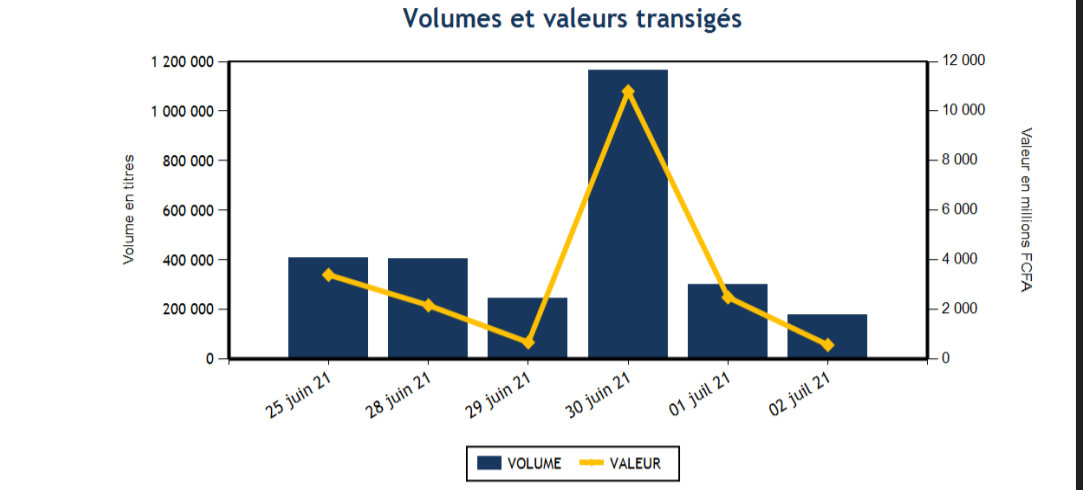
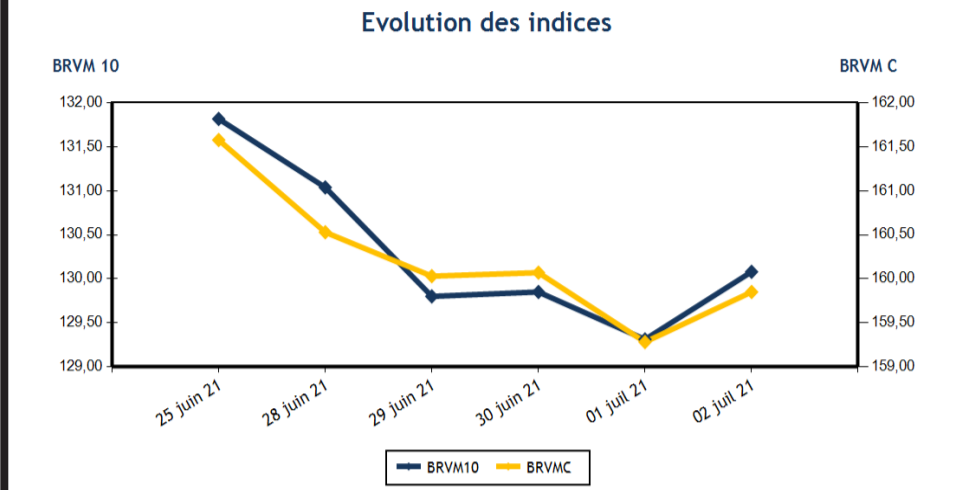
BRVM 10	130,08
Variation Jour	↑ 0,60 %
Variation annuelle	↓ -0,61 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 126 vendredi 2 juillet 2021 Site : www.brvm.org

BRVM Composite	159,85
Variation Jour	↑ 0,36 %
Variation annuelle	↑ 9,96 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 810 526 201 071	0,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	178 772	165,38 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	561 355 910	304,90 %
Nombre de titres transigés	42	5,00 %
Nombre de titres en hausse	15	25,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-16,67 %
Nombre de titres inchangés	12	20,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	79 560	7,49 %	56,31 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	450	7,14 %	143,24 %
SICOR CI (SICC)	1 950	5,69 %	58,54 %
BICI CI (BICC)	5 600	5,66 %	-16,17 %
SETAO CI (STAC)	670	3,88 %	139,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 614 901 253 901	-0,03 %
Volume échangé	1 053	-99,55 %
Valeur transigée (FCFA)	9 841 246	-99,58 %
Nombre de titres transigés	8	-11,11 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	7	16,67 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	400	-4,76 %	73,91 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 855	-3,63 %	2,80 %
PALM CI (PALC)	4 255	-3,51 %	89,11 %
NESTLE CI (NTLC)	3 500	-2,78 %	993,75 %
CIE CI (CIEC)	1 755	-1,96 %	17,00 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	73,93	1,66 %	103,94 %	15 899	32 226 805	16,80
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	424,26	0,40 %	3,36 %	40 830	475 008 680	7,32
BRVM - FINANCES	15	59,32	0,12 %	-1,12 %	111 262	37 608 870	11,78
BRVM - TRANSPORT	2	389,43	0,00 %	2,84 %	412	655 795	6,45
BRVM - AGRICULTURE	5	150,74	-1,55 %	74,19 %	4 506	7 187 210	9,92
BRVM - DISTRIBUTION	7	275,87	1,02 %	21,83 %	5 708	8 564 400	17,02
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	826,70	3,88 %	139,28 %	155	104 150	3,88
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,14	
Taux de rendement moyen du marché	6,98	
Taux de rentabilité moyen du marché	9,56	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	90	
Volume moyen annuel par séance	215 907,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 276 762 689,71	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,30	
Ratio moyen de satisfaction	42,05	
Ratio moyen de tendance	3 232,64	
Ratio moyen de couverture	3,09	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	3,96	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

E-commerce

Jeff Bezos quitte la direction d'Amazon

C'est officiel, Jeff Bezos, l'homme le plus riche au monde, quitte lundi la direction d'Amazon après avoir bâti, à partir d'une modeste librairie en ligne, l'une des sociétés les plus puissantes de la planète. Le milliardaire va se consacrer à d'autres projets, à commencer par un voyage dans l'espace, le 20 juillet.

À 57 ans, l'homme d'affaire Jeff Bezos va laisser lundi 5 juillet, sa place de directeur général d'Amazon à son lieutenant Andy Jassy pour se consacrer à d'autres projets, à commencer par un voyage dans l'espace, le 20 juillet. Il conservera un rôle clé dans l'entreprise qu'il a fondée aux États-Unis il y a 27 ans, en restant président exécutif de son conseil d'administration. Lancé dans le garage de Jeff Bezos, qui faisait lui-même les colis, Amazon vaut aujourd'hui plus de 1 700 milliards de dollars en Bourse et a dégagé en 2020 un chiffre d'affaires de 386 milliards de dollars. C'est un groupe tentaculaire, du commerce en ligne à l'informatique dématérialisée en passant par l'épicerie, l'intelligence artificielle et la production de films.

Une incarnation de



• Jeff Bezos va quitter lundi le poste de CEO d'Amazon, une entreprise qu'il a créée il y a 27 ans.

l'innovation

Qu'il s'agisse de la vente de livres, de l'informatique dématérialisée ou de la livraison à domicile, "Bezos a donné l'impulsion à de nombreux services que les gens tiennent désormais pour acquis, comme le fait de faire son shopping en ligne, de commander quelque chose et de se le faire livrer le lendemain", affirme Darrell West,

du Centre sur l'innovation technologique du Brookings Institution. L'entreprise a supplanté ses rivaux en choisissant les premières années de "réinvestir tous les profits dans la croissance", analyste au cabinet Endpoint Technologies Associates. Une stratégie qui a parfois laissé perplexe les investisseurs mais qui maintenant "apparaît complètement

logique", souligne-t-il. Le patron d'Amazon a su supplanter ses concurrents dans le créneau du commerce en ligne, en comprenant notamment "le besoin de construire des infrastructures", qu'il s'agisse de son vaste réseau d'entrepôts ou de sa flotte de camions, Bob O'Donnell de Technalysis Research. "De nombreuses autres entreprises n'avaient pas envie de dépenser l'argent pour ce travail ingrat en coulisses". La fortune de son entreprise a aussi fait la sienne : même après avoir cédé à son ex-femme une partie de ses parts dans Amazon après son divorce, Jeff Bezos vaut actuellement environ 200 milliards de dollars selon le magazine Forbes. Il abandonne la gestion au quotidien de sa compagnie pour passer plus de temps sur d'autres projets comme son autre société Blue Origin, qui fera

son premier vol de tourisme spatial le 20 juillet avec Jeff Bezos à bord. L'homme d'affaires possède aussi le journal Washington Post et a dit vouloir consacrer du temps et de l'argent à la lutte contre le changement climatique. Victime de son succès? S'il a été salué pour les nombreuses innovations qui ont parfois bousculé des secteurs économiques entiers, il a aussi été vilipendé pour certaines pratiques commerciales ayant tendance à écraser la concurrence ou pour le traitement de ses salariés. Jeff Bezos part au moment où Amazon, qui emploie plus de 800 000 personnes aux États-Unis après avoir vu son activité s'envoler pendant la pandémie, fait face à de nombreuses critiques de la part des défenseurs des employés ou des régulateurs. Amazon met en avant le fait que l'entreprise offre un salaire horaire mini-

mum de 15 dollars et divers avantages mais les critiques dénoncent régulièrement l'obsession de l'efficacité au risque de traiter les salariés comme des machines. Dans sa dernière lettre annuelle aux actionnaires en avril, et après l'échec d'une tentative de syndicalisation dans un entrepôt de son groupe en Alabama, Jeff Bezos a reconnu que le groupe devait faire mieux pour ses salariés et promis qu'Amazon deviendrait "le meilleur employeur sur Terre". Inquiets de la mainmise grandissante de quelques géants de la tech sur des pans entiers de l'économie, les régulateurs envisagent de leur côté des mesures permettant de démanteler en partie Amazon. Pour Roger Kay, analyste au cabinet Endpoint Technologies Associates, Amazon pourrait ainsi devenir "victime de son propre succès".

Avec AFP

États-Unis

Une cyberattaque géante menace des milliers d'entreprises

Des hackers ont mené une attaque contre la société américaine Kaseya vendredi, d'une ampleur probablement «sans précédent».

Des hackers ont attaqué la société américaine Kaseya juste avant un week-end prolongé pour demander une rançon à potentiellement plus de 1000 entreprises à travers son logiciel de gestion informatique. Première conséquence directe: une grande chaîne de supermarchés en Suède a dû fermer samedi plus de 800 magasins, ses caisses étant paralysées par l'attaque. Selon de nombreux experts, les pirates à l'origine de ce type d'attaque par rançongiciel sont souvent installés en Russie. Moscou, suspecté de couvrir voire d'être associé à leurs activités, dément toute implication. Mais le phénomène prend une telle ampleur qu'il a été un des points principaux soulevé par le président américain Joe Biden lors de sa rencontre mi-juin avec son homologue russe Vladimir Poutine. Joe Biden, qui a ordonné samedi une enquête, a affirmé que «la première réflexion était qu'il ne s'agissait pas du gouvernement russe, mais nous ne sommes pas encore sûrs». «J'en saurai plus demain», a-t-il dit, et s'il s'avère que cela s'est produit alors que la Russie en avait connaissance et/ou que c'est du fait de la Russie, alors j'ai dit à Poutine que nous répondrons», a déclaré le président américain.



Attaque par rançongiciel

Il est difficile pour l'instant d'estimer l'ampleur de cette attaque par rançongiciel, ou «ransomware», un type de programme informatique qui paralyse les systèmes informatiques d'une entreprise puis exige une rançon pour les débloquent. Kaseya, qui s'est rendu compte vendredi à la mi-journée sur la côte est-américaine d'un possible incident sur son logiciel VSA, a assuré qu'elle avait été circonscrite «à moins de 40 clients dans le monde». Mais ces derniers fournissent eux-mêmes des services à d'autres sociétés, ce qui permet aux pirates de démultiplier leur attaque. Selon l'entreprise spécialisée dans la sécurité informatique Huntress Labs, «plus de 1000 entreprises» ont été affectées par ce rançongiciel. «En se basant sur le nombre de fournisseurs de services informa-

tiques qui nous demandent de l'aide et les commentaires que nous voyons sur ce fil, il est raisonnable de penser que cela pourrait potentiellement avoir un impact sur des milliers de petites entreprises», avance même Huntress Labs dans un message sur le forum Reddit. «On n'a pour le moment aucune donnée sur le nombre de sociétés concernées», remarque Brett Callow, expert en cybersécurité chez Emsisof. Mais l'ampleur de l'attaque est probablement «sans précédent». Basée à Miami, Kaseya vend des outils informatiques aux entreprises, dont le logiciel VSA destiné à gérer des réseaux de serveurs, ordinateurs et imprimantes depuis une seule source. Elle revendique plus de 40'000 clients.

Les autorités veillent

Les attaques par rançongiciel sont devenues fréquentes et les États-Unis ont été parti-

culièrement frappés ces derniers mois par des assauts touchant aussi bien des grandes entreprises comme le géant de la viande JBS ou le gestionnaire d'oléoducs Colonial Pipeline, que des collectivités locales et des hôpitaux. De nombreux experts estiment que les pirates à l'origine de ces attaques sont souvent installés en Russie. Moscou, suspecté de couvrir voire d'être associé à leurs activités, dément toute implication. «Cette dernière attaque au rançongiciel qui affecte des centaines d'entreprises est une piqûre de rappel pour le gouvernement américain, qui doit lutter contre ces groupes cybercriminels étrangers», a jugé Christopher Roberti, chargé de la cybersécurité à la Chambre de commerce américaine. L'Agence américaine de cybersécurité et de sécurité des infrastructures (CISA) «surveille de près la situation», selon Eric Goldstein, l'un de ses responsables. «Nous travaillons avec Kaseya et nous coordonnons avec le FBI pour mener des actions de sensibilisation auprès des victimes susceptibles d'être touchées», a-t-il ajouté dans un message transmis à l'AFP.

(AFP)

Arabie saoudite

Ryad veut créer une deuxième compagnie aérienne nationale

L'Arabie saoudite compte déjà une compagnie nationale, Saudi Arabian Airlines, qui, de plus en plus concurrencée, subit des pertes depuis des années.



• Le prince héritier Mohammed ben Salmane, le 27 avril 2021, à Ryad.

Le prince héritier Mohammed ben Salmane, dirigeant de facto de l'Arabie saoudite, a annoncé mercredi son intention de lancer une deuxième compagnie aérienne nationale, selon l'agence de presse officielle SPA. «Nous voulons (...) augmenter l'interconnexion internationale vers 250 destinations et, parallèlement au lancement d'un nouveau transporteur national, nous visons à doubler la capacité de fret aérien à plus de 4,5 millions de tonnes», a déclaré Mohammed ben Salmane, cité dans un communiqué diffusé par l'agence SPA.

Secteur déjà saturé

Il n'a pas précisé à quelle date serait lancée la nouvelle compagnie aérienne, alors que le secteur de l'aviation

est déjà saturé au Moyen-Orient. La compagnie nationale Saudi Arabian Airlines, qui subit des pertes depuis plusieurs années, est de plus en plus concurrencée par des compagnies aériennes comme Emirates Airlines (Dubai) et Qatar Airways, basée à Doha, qui offrent un réseau plus étoffé. L'Arabie saoudite mène un programme d'investissements ambitieux, dans le cadre des efforts du royaume pour diversifier son économie ultradépendante du pétrole. Le royaume envisage de construire un nouvel aéroport dans la capitale Ryad – où serait basée la nouvelle compagnie – pour accueillir des touristes internationaux et des hommes d'affaires, selon Bloomberg News. (AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupe-de-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Ne rêvez pas ! Les astres influençant actuellement votre secteur argent ne sont pas assez puissants pour vous faire gagner une fortune au Loto. Mais ils pourront toutefois vous aider à momentanément améliorer vos revenus. Pour quelques-uns d'entre vous, un projet mis au point avec des amis va se concrétiser et vous rapporter plus que prévu.

Gémeaux Veillez à ne pas effectuer de transactions financières d'envergure aujourd'hui. Cet aspect de Saturne vous empêchera d'avoir les idées claires et risque de vous faire commettre de graves erreurs d'appréciation.

Cancer Les astres vous doteront de la lucidité et du sens des réalités nécessaires pour mener rondement vos diverses affaires. Vous effectuerez des opérations financières habiles ou des placements sûrs, vous donnant ainsi des chances d'améliorer votre situation matérielle. N'oubliez pas de résister à vos envies d'achat souvent déraisonnables. "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire" (Caton le Censeur).

Lion Vous vous démènerez pour améliorer votre standing, car il vous plaira plus que jamais de montrer des signes extérieurs de richesse pour épater la galerie. Comme la chance sera de votre côté cette fois grâce au coup de pouce des astres, cela marchera fort pour vous. Attention à ne pas continuer dans cette voie, car "les choses nécessaires coûtent peu, les choses superflues coûtent cher" (Diogène)

Vierge La chance sur le plan matériel sera dans votre camp cette fois. Certains placements à long terme commenceront à se révéler profitables. Vous aurez aussi la possibilité de réaliser une bonne opération financière. Attention, cependant, à ne pas vous laisser tenter par des achats futiles qui grèveraient bêtement votre budget. Soyez économe !

Balance Avec l'appui du Soleil, votre équilibre budgétaire devrait être assez solide. Mais attention tout de même à Neptune mal aspecté, qui pourra vous brouiller les idées ou vous rendre trop confiant et trop optimiste. Si vous avez des décisions financières importantes à prendre, qu'il s'agisse d'achats ou de placements, renseignez-vous avant de faire un choix, et méfiez-vous des rumeurs sans fondement.

Scorpion Bien positionné dans votre Ciel, le Soleil aura un impact favorable, vous aidant à améliorer momentanément vos revenus, et, si vous avez des économies, à dénicher de bons placements. Mais ce ne sera pas le moment de prendre des risques.

Sagittaire Tout ira bien pécuniairement si vous avez fait les bons choix. Mais si vous avez laissé les dettes s'accumuler, vous serez obligé de remettre de l'ordre dans vos comptes. Pour quelques natifs imprévoyants, qui ont dépensé sans tenir compte de leurs revenus réels, la facture risque même d'être assez lourde. Si c'est votre cas, essayez de négocier un rééchelonnement de vos remboursements d'emprunts avec votre banque.

Capricorne Avec Jupiter en aspect favorable, vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. Jupiter est en effet l'astre de la chance et aussi l'une des planètes qui favorisent la prospérité. Il vous aidera très certainement à bénéficier d'une situation financière florissante.

Verseau Une journée sans difficultés majeures sur le front financier. Certes, cet aspect de Saturne ne vous promet pas le Pérou, mais il ne déstabilisera pas non plus votre équilibre budgétaire. Ne faites pas de folies, et tout devrait bien aller.

Une seule planète aura un impact sur votre situation pécuniaire aujourd'hui : il s'agit de Vénus. C'est un astre positif, qui apporte chance et protection dans tous les domaines. Vous devriez donc avoir droit à une journée facile sur le plan financier. Mais attention, ne rêvez tout de même pas trop ! Vous ne devez pas compter sur Vénus pour vous faire gagner un pactole au Loto ou pour vous sortir d'embarras si vous cédez à vos coûteuses envies !

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

Commission chargée du Suivi de l'Exécution
du Contrat Etat Togolais-SICPA S.A



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

Communiqué Conjoint :

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale rappellent aux opérateurs économiques que les produits énumérés à l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 005/MEF/MCIPSPT du 06 février 2017 à savoir : **eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs**, ne peuvent être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus, s'ils ne comportent pas de **marque sécurisée obligatoire**.

Il leur est donc demandé de marquer, **sans délai**, tous les produits qui sont dans le champ d'application du **marquage sécurisé obligatoire entré en vigueur le 1^{er} septembre 2020**. Les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon.

Pour rappel, les équipements pour les lignes de production automatisée et les vignettes pour les importateurs et les petits fabricants locaux sont disponibles au siège de la Société SICPA sise à la Cité OUA en face de CI-CARE joignable au numéro 00228 22 53 59 50.

Pour la création de compte **Solution Automatisée de Marquage (SAM)** et le référencement des articles soumis au marquage sécurisé obligatoire, il est demandé aux opérateurs économiques de prendre contact avec le Point Focal SICPA à l'OTR joignable aux numéros ci-après 90 09 98 85/22 53 14 35, email : dkponor@otr.tg.

Les contrôles aux frontières et inspections aux points de ventes intérieurs débutent le **jeudi 1^{er} juillet 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi conformément au Code des Douanes National, au Code Général des Impôts et au Livre de Procédures Fiscales.

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale comptent sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 07 MAI 2021

Le Ministre de l'Economie et des
Finances

Sani YAYA

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et de la Consommation Locale

S.T. Kodjo ADEDZE

J.O de Tokyo

5 athlètes représenteront le Togo

Dans un communiqué datant du 1er juillet 2021, le Comité National Olympique (CNOT), annonce que 5 athlètes togolais défendront les couleurs nationales aux Jeux Olympiques de Tokyo du 23 juillet au 08 août 2021.

● Eyram AKAKPO

Selon le comité, une cérémonie officielle de remise de drapeau sera effectuée dans les prochains jours par le premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé avant l'envol de la délégation pour Tokyo. Quatre athlètes pour les jeux olympiques et un pour les Paralympiques représenteront le pays à cette compétition. Claire Ayivon est la première à se qualifier pour Tokyo dans la discipline "Aviron". A 25 ans, elle sera à sa deuxième participation après les jeux de Rio en 2016. Elle sera le porte-drapeau de la délégation togolaise lors de ces olympiades. La native de Togoville, dont le parcours est associé à celui du premier médaillé olympique togolais, Benjamin Boukpeti, sera accompagnée par Fanny Kokou Dodzi (34 ans, Tennis de table), Fabrice Dabla (28 ans, Athlétisme), Damien Otagbe (18 ans, Natation), et Kabissa Koumealo (31 ans, Javelot et Disque en fauteuil / Paralympique). Elle tentera notamment de faire mieux qu'Aliou Bawa, qui



a défendu le Togo au Brésil il y a quatre ans. Une cérémonie officielle de remise de drapeau sera effectuée dans les prochains jours par le Premier Ministre, avant l'envol de la délégation pour la capitale nipponne. Pour rappel, les JO se dérouleront du 23 juillet au 08 août. Les Jeux olympiques d'été de 2020, officiellement appelés Jeux de la XXXIIe olympiade de l'ère moderne, sont les deuxièmes Jeux d'été organisés par Tokyo, Japon, après ceux de 1964. En mars 2020, en raison de la pandémie de Covid-19, le Premier ministre du Japon Shinzō Abe demande le report des Jeux d'un an, soit en 2021, aussitôt entériné par le CIO. Le nom des Jeux reste inchangé : «

Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 ». Les Jeux de 1916, 1940 et 1944 avaient été annulés durant les deux guerres mondiales, mais c'est la première fois qu'ils sont reportés. Un an plus tard, la sécurité sanitaire n'étant toujours pas garantie, une mesure, également inédite dans l'histoire des JO, est prise : la tenue des Jeux sans spectateurs venant de l'étranger. Les épreuves doivent se tenir dans plusieurs villes japonaises, principalement à Tokyo, dans la « zone Héritage », dont plusieurs sites ont déjà servi pour les Jeux de 1964, et la « zone de la baie de Tokyo », qui symbolise l'avenir de la ville.

Mercato

Le Borussia Dortmund reste inflexible sur le prix d'Erling Haaland

Courtesy par les plus gros clubs d'Europe, Erling Haaland va coûter très cher. Le Borussia Dortmund, qui a récupéré de l'argent avec le transfert de Jadon Sancho, a désormais les moyens de garder le Norvégien une saison de plus. Il faudra donc payer plusieurs millions d'euros pour recruter le joueur de 20 ans.

La saison 2020-2021 a été très spéciale pour tous les clubs de la planète, notamment lors des matches avec l'absence de public. Mais les finances ont surtout pris un coup ces derniers mois à cause de la pandémie de Covid-19. Les formations vont devoir faire attention à leurs comptes et les folies ne seront pas nombreuses pendant ce mercato estival. Pourtant, certaines équipes ont encore une belle marge de manœuvre,

comme Manchester United qui a sorti environ 95M€ pour recruter Jadon Sancho, qui évoluait au Borussia Dortmund. Même si le BvB perd un élément de qualité, cette belle somme va faire du bien au club allemand. Et ce à tous les niveaux. Ce dimanche, le Sunday Mirror parle en effet du Borussia Dortmund et plus particulièrement d'Erling Haaland sur sa Une. Car avec l'argent récolté lors du transfert de Jadon Sancho à Old Trafford, les Borussen

disposent désormais d'assez de liquidités pour pouvoir conserver la star norvégienne une saison de plus. Du coup, le récent troisième de Bundesliga ne fera aucun cadeau aux courtisans du joueur de 20 ans. Comme l'explique le média britannique aujourd'hui, le Borussia Dortmund ne baisera pas le prix d'Erling Haaland, qui est pour le moment de 138 millions de livres sterling, soit environ 160M€ !

Environnement

Production massive de plants pour restaurer le couvert végétal

La restauration du couvert végétal au Togo reste une priorité partagée par le gouvernement et l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Joignant l'acte à la parole, la FAO à travers le projet Mécanisme forêts et paysans (FFF) exécuté au Togo, appui des initiatives visant à produire massivement de plants pour restaurer le couvert forestier. Le site de production des plants forestiers et agroforestiers de la coopérative des producteurs des plants et semences forestières d'Amakpapé (PPSFA) bénéficie depuis 2020 du Mécanisme forêts et paysans. "Les résultats sont déjà positifs", salue samedi Aboudoumisamilou Issifou, Facilitateur national du mécanisme forêt et paysans (FFF) à la FAO Togo. "De 30.000 plants, l'appui a permis à la coopérative d'élargir sa production de plants à 100.000 plants avec la mise en place des systèmes de production à travers les cloisons", ajoute M. Issifou. Il souligne qu'aujourd'hui, grâce à sa capacité de production, la coopérative des producteurs de plantes d'Amakpapé attire de grandes sociétés qui font d'importantes commandes de plants. "Une société indienne implantée dans le cadre de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) a identifié cette coopérative et a signé un contrat pour la production de plus de 300 000 plants d'eucalyptus. La société apporte un appui financier de 15 millions de FCFA pour permettre à la coopérative de produire ces plants", se félicite M. Issifou. Il souligne que la coopérative travaille encore sur d'autres contrats ce qui rend encore plus important son cahier de commande. Les emplois créés sont aussi importants. "Entre 40 et 60 personnes travaillent à la tâche au sein de la coopérative et sont régulièrement rémunérées. Les revenus impactent leur vie et ce sont des éléments à capitaliser auprès des autres parte-



● Aboudoumisamilou Issifou, Facilitateur national du mécanisme forêt et paysans (FFF) à la FAO Togo impressionné par les résultats (image AGD/T.K)

naires pour que l'activité de production de plants puisse permettre, non seulement d'améliorer des revenus mais contribue à la restauration des paysages et donc à la réduction des effets des changements climatiques", a souligné Ismaël Kao, Président de la société coopérative simplifiée de producteurs de plantes et Semences forestières d'Amakpapé. Tolla Afi, l'une des ouvrières sur le site d'Amakpapé a témoigné que sa condition de vie s'est nettement améliorée avec le travail en coopérative. "Chaque jour, on peut gagner 1500 F.CFA et par semaine, plus de 7500 F.CFA. Ce revenu aide à faire face à nos besoins", a-t-elle salué.

Faire du Haho, la cité verte

Outre la production et la commercialisation de plants, la coopérative de la préfecture de Haho ambitionne améliorer le couvert végétal sur la berge de du fleuve Haho s'étendant sur une dizaine d'hectares. "On aménagera aussi un espace de travail pour les maraîchers sur trois hectares et passer à une expérimentation sur des parcelles en ce qui concerne les productions de maïs ou

d'autres céréales etc.", dévoile Aklesso Kouma Bere, technicien au niveau du forum national des agriculteurs et éleveurs du Togo. Le forum national des agriculteurs et éleveurs du Togo bénéficie du projet FFF de la FAO et qui accompagne à son tour la coopérative d'Amakpapé à mener des projets beaucoup plus ambitieux dans la préfecture. "L'enveloppe cette année pour soutenir la coopérative s'élève à 14 millions F.CFA. Il s'agira de restaurer le couvert végétal de la rivière Haho. A terme, le projet permettra aux coopératives bénéficiaires d'être assez plus autonomes", ajoute-t-il. In fine, l'objectif de la FAO en soutenant cette coopérative est d'atteindre une production conséquente de plants pour accompagner le Togo à restaurer un maximum de terre et permettre par la même occasion, aux bénéficiaires d'avoir des sources de revenus grâce à la commercialisation de ces plants. Une vision qui cadre avec celle du gouvernement qui entend mettre à terre sur les 10 prochaines années, 1 milliard de plants pour porter à un niveau plus élevé le taux de couverture forestière.

Avec agridigitale.net

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km ²		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata



**Zéro
frais**
1-31 juillet

Avec Rapidtransfer, recevez de l'argent sans frais pour la Tabaski

Vos proches en Europe vous envoient
de l'argent sans frais pour la Tabaski

**0% sur les 5 premières transactions du
1 au 31 juillet avec le code promo Tabaski21**

Recevez de l'argent instantanément sur votre compte
bancaire, portemonnaie électronique, dans n'importe
quelle agence Ecobank ou Point Xpress agréé.

Rapidtransfer

Mon argent. Mon Afrique.

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine